

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 24/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE  
GESTIFTSFELD  
68490 Chalampé

Références : 0006700513\_2025\_09\_25\_BUTACHIMIE\_VIIC-SDE-rejetsairHMD  
Code AIOT : 0006700513

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite de contrôle s'inscrit dans le cadre des suites des constats réalisés le 11 juin 2021, concernant les émissions atmosphériques de l'atelier HMD3 et plus particulièrement les rejets des émissaires identifiés "n°28 : soupape coupe feu M1830 et n°29 : atelier M1769 " des unités de fabrication.

Il est à noter que l'unité de fabrication HMD3 détient une autorisation d'exploitation administrative via la société BUTACHIMIE, mais est opéré techniquement par la société ALSACHIMIE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Butachimie est implantée à Chalampé (Haut-Rhin), au cœur de la plateforme industrielle W-Europe. Elle est le plus grand site mondial de production d'adiponitrile (ADN), avec 30 % de la capacité mondiale, et fabrique également de l'hexaméthylènediamine (HMD). Ces deux intermédiaires chimiques sont essentiels à la production de nylon 6.6, utilisé dans les secteurs automobile, textile, aéronautique et électronique.

A ce titre, le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), dont un incinérateur de déchets dangereux. Il est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité des émissions au conduit n°29 (NH3)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-9c	Prescriptions complémentaires	/
2	Conformité des émissions au conduit n°29 (COV)	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 7	Prescriptions complémentaires	/
4	Caractérisation des émissions aux conduits n°28 et n°29	Décision d'exécution du 30/05/2016, article MTD n°2	Prescriptions complémentaires	/
5	Surveillance des émissions	AP Complémentaire du 18/10/2016, article 9.1.1	Prescriptions complémentaires	/
6	Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires	Code de l'environnement du 29/08/2025, article R.122.5-I	Prescriptions complémentaires	/

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Exutoire n° 28 (HMD M1830)	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des éléments transmis par l'exploitant dans le cadre de la présente inspection, montrent que l'exploitant a répondu aux demandes formulées par l'Inspection dans son rapport du 5 juillet 2021, et a mis en œuvre les actions correctives adéquates pour un retour à la conformité des émissions de ses installations.

Il convient de modifier les prescriptions qui encadrent actuellement la surveillance des émissions des installations, afin :

- d'intégrer une surveillance pour l'émissaire n°28 "soupape coupe feu atelier M1830",
- et réviser la surveillance de l'émissaire n°29 "atelier M1769", à l'éclairage des investigations réalisées par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité des émissions au conduit n°29 (NH3)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-9c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé : [...] 9 - Rejets de diverses substances gazeuses : [...c) Ammoniac : Si le flux horaire d'ammoniac dépasse 100 g/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  Les constats associés à ce point de contrôle sont placés dans une annexe confidentielle compte tenu des éléments liés à la propriété intellectuelle de certaines des données figurant dans le constat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires

#### N° 2 : Conformité des émissions au conduit n°29 (COV)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions en COVNM pour le conduit n°29 sont limitées à 110 mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne journalière.
<b>Constats :</b>  Les constats associés à ce point de contrôle sont placés dans une annexe confidentielle compte tenu des éléments liés à la propriété intellectuelle de certaines des données figurant dans le

constat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires

**N° 3 : Exutoire n° 28 (HMD M1830)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Les rejets définis à l'article 3.2.2 respectent les caractéristiques suivantes :	
28	Atelier HMD M1830
Les émissaires n° 24 et 28 sont cités dans les précédents articles pour mémoire, seuls des rejets accidentels sont susceptibles d'être émis et ne sont pas encadrés par le présent arrêté.	
<b>Constats :</b>	
Les constats associés à ce point de contrôle sont placés dans une annexe confidentielle compte tenu des éléments liés à la propriété intellectuelle de certaines des données figurant dans le constat.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 4 : Caractérisation des émissions aux conduits n°28 et n°29**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 30/05/2016, article MTD n°2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air et la diminution de la consommation d'eau, la MTD consiste à établir et à tenir à jour, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux qui présente toutes les caractéristiques suivantes: i) informations sur les procédés de production chimiques, y compris: a) équations des réactions chimiques, faisant également apparaître les coproduits; b) schémas simplifiés des procédés indiquant l'origine des émissions; c) description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances; [...] iii) informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment: a) valeurs moyennes et variabilité du débit et de la température; b) valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, COV, CO, NOX, SOX, chlore, chlorure d'hydrogène) et variabilité de ces valeurs; c) inflammabilité, limites inférieure et supérieure d'explosivité, réactivité; d) présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement

des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, oxygène, azote, vapeur d'eau, poussière).

### Constats :

Dans le cadre du contrôle réalisé le 11 juin 2021, l'Inspection avait formulé une demande relative à la caractérisation des émissions du point de rejet n°29. Cette demande est reprise en synthèse ci-après :

*« Il convient qu'une caractérisation précise des effluents rejetés soit réalisée pour connaître précisément les polluants organiques et inorganiques susceptibles d'être émis au conduit n° 29 de l'unité HMD3. Au nombre des polluants potentiels, on retiendra a minima : les composés inorganiques de l'azote (ammoniac, hydrazine...), les métaux provenant du catalyseur, le cyanure d'hydrogène, les divers précurseurs et co-produits de l'HMD ».*

Comme explicité dans le point de contrôle précédent, l'Inspection avait pu identifier lors du contrôle de 2021 une erreur de caractérisation du point de rejet n°28 ainsi, l'Inspection avait conclu à la nécessité de caractériser les émissions de ce point de rejet afin de pouvoir établir un programme de surveillance adéquat. Au nombre des polluants potentiels, l'Inspection demandait de retenir a minima : les composés inorganiques de l'azote (ammoniac, hydrazine...), les métaux provenant du catalyseur, le cyanure d'hydrogène, les divers précurseurs et co-produits de l'HMD ...

Afin de vérifier l'application des règles opposables aux installations, l'Inspection s'appuie dans le présent point de constat sur la MTD n°2 de la décision d'exécution (UE) 2017/2117 de la commission du 21 novembre 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans le secteur de la chimie organique à grand volume de production, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.

Afin de répondre à ses obligations d'identification des flux de polluants et d'inventaires, l'exploitant a réalisé entre 2021 et 2022 :

- 2 campagnes de caractérisation pour le point de rejet n°28 (8 octobre 2021 et 9-10 juin 2022),
- 3 campagnes de caractérisation pour le point de rejet n°29 (12-13 août 2021, 27-28 août 2021 et 8-9 juin 2022).

Sans détailler dans le présent de constat les éléments transmis, l'Inspection constate que ces derniers correspondent aux attendus de la prescription contrôlée, et aux demandes formulées par l'Inspection dans son rapport de constat du 5 juillet 2021.

L'exploitant explicite les éléments suivants de ses campagnes de caractérisation :

- Pour l'émissaire n°29 (dispositif de mise sous vide rejet M1769 et traitement) :

Cas des COVNM :

La somme des COV non méthaniques est de 428 mg/Nm3 éq.C, soit un flux moyen de 1 018 kg/an, compatible en ordre de grandeur avec la valeur transmise dans le bilan COV. Il ne remet pas en question la conformité vis-à-vis du flux maximal annuel autorisé dans l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020.

Cas de l'hydrazine :

En considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 7.c (composé avec mention de danger

H350), la valeur détectée est très inférieure aux 2 mg/m<sup>3</sup> indiqués dans l'arrêté.

Cas de l'acide cyanhydrique :

La concentration en acide cyanhydrique mesurée est inférieure à 1 mg/Nm<sup>3</sup>. En considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 9.b, la valeur détectée est inférieure aux 2 mg/m<sup>3</sup> indiqués dans l'arrêté.

Cas des métaux :

En considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 8.d, le flux de Chrome + Nickel est très inférieur aux 25 g/h et la concentration très inférieure à 5 mg/m<sup>3</sup>. Pour l'aluminium, sans limite spécifiée dans l'arrêté, en considérant les poussières article 27-1, avec un flux horaire inférieur à 1 kg/h, la concentration est très inférieure à 100 mg/m<sup>3</sup>.

Cas de l'ammoniac :

Le flux d'ammoniac est très variable, en considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 9.c, le flux horaire d'ammoniac pouvant dépasser 100 g/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m<sup>3</sup>. Le design de la colonne d'abattage à l'eau permettra de respecter cette limite.

- Pour l'émissaire n°28 (M1830 - Événement soupape coupe-feu et traitement) :

Cas de l'ammoniac :

Le flux d'ammoniac est très variable, en considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 9.c, le flux horaire d'ammoniac pouvant dépasser 100 g/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m<sup>3</sup>. Le design de la colonne d'abattage à l'eau permettra de respecter cette limite.

Cas des COVNM :

La somme des COV non méthaniques varie de 122 mg/Nm<sup>3</sup> éq.C, soit un flux moyen de 1 009 kg/an. Cela ne remet pas en question la conformité vis-à-vis du flux maximal annuel autorisé dans l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020.

Cas de l'acide cyanhydrique :

La concentration en acide cyanhydrique mesurée est inférieure à 1 mg/Nm<sup>3</sup>. En considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 9.b, la valeur détectée est inférieure aux 2 mg/m<sup>3</sup> indiqués dans l'arrêté.

Cas des métaux :

En considérant l'arrêté du 2 février 98, section II, article 27, 8.d, le flux de Chrome + Nickel est très inférieur aux 25 g/h et la concentration très inférieure à 5 mg/m<sup>3</sup>. Pour l'aluminium, sans limite spécifiée dans l'arrêté, en considérant les poussières article 27-1, avec un flux horaire inférieur à 1 kg/h, la concentration est très inférieure à 100 mg/m<sup>3</sup>.

Ces éléments de caractérisation ont permis à l'exploitant de dimensionner les colonnes d'abattage à l'eau décrites dans les points de constats précédents, et lui ont également permis de mettre en œuvre un programme de surveillance, tel que détaillé dans le point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

## N° 5 : Surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/10/2016, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement</p>
<b>Constats :</b> <p>Faisant suite aux campagnes de caractérisation des émissions réalisées en 2021 et 2022 et à la mise en œuvre effective des colonnes d'abattage sur les points de rejet n°28 et 29 en 2024. L'exploitant a déployé le programme de surveillance suivant pour ces émissaires :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- NH3 = Mesure annuelle pour les émissaires n°28 et 29,</li><li>- COV = Mesure annuelle pour les émissaires n°28 et 29.</li></ul> <p>Ces propositions sont cohérentes avec l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), compte tenu du fait qu'en dessous des flux prévus par cet article aucune périodicité spécifique n'est définie.</p> <p>En revanche, les propositions faites par l'exploitant ne sont pas cohérentes avec l'arrêté du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie.</p> <p>En effet, l'article 3.2.2 et l'annexe III de cet arrêté prévoient les éléments suivants pour les paramètres COVT et NH3 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Carbone organique volatil total (COVT) : Pour les procédés de la chimie organique à grand volume de production, et notamment la production de phénol (unité d'oxydation du cumène), de peroxyde d'hydrogène (unité d'oxydation) et <b>autres procédés</b>, toute cheminée avec un flux de COVT &lt; 5 kg C/h doit faire l'objet d'une mesure une fois par mois. <i>La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.</i></li></ul> <p>L'annexe 3 qui fixe pour l'article 3.2.2 précité, les dates de mise en œuvre des périodicités de surveillance, mentionne une date d'application immédiate pour les dispositions relatives à la surveillance des COVT.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- NH3 : Pour les autres sources que RCS / RNCS, toute cheminée avec un flux de NH<sub>3</sub> &lt; 2 kg/h doit faire l'objet d'une mesure une fois tous les 6 mois. <i>La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.</i></li></ul> <p>L'annexe 3 qui fixe pour l'article 3.2.2 précité, les dates de mise en œuvre des périodicités de surveillance, mentionne une date d'application au 19 novembre 2028 pour les dispositions relatives à la surveillance de l'ammoniac.</p>



Compte tenu de ce qui précède la surveillance proposée par l'exploitant pour les paramètres COV et NH3 est inadaptée. Il convient de fixer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire la périodicité des mesures à mettre œuvre, en incluant à l'instar d'autres unités de la plateforme et du secteur de la chimie, la condition d'allègement lié à la stabilité des mesures réalisées. Le projet d'arrêté qui sera proposé prendra en considération ces éléments.

Par ailleurs comme explicité dans le point de contrôle précédent sur la caractérisation des émissions, l'exploitant s'est également basé sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, afin de vérifier si les paramètres et substances quantifiées dans ses rejets étaient soumis à une VLE en application notamment de l'article 27 de l'arrêté précité, et devaient ou non faire l'objet d'une proposition de surveillance. Ainsi malgré le fait que les paramètres suivants aient été quantifiés par l'exploitant aucun programme de surveillance n'a été proposé :

Paramètre	Flux max sur l'émissaire n°28	Flux max sur l'émissaire n°29
Chrome	1,1 mg/h	0,3 mg/h
Nickel	28 mg/h	0,9 mg/h
Hydrazine (H350)	0 mg/h	20,7 mg/h
Cyanure d'hydrogène	1,23 g/h	0,4 g/h

À l'instar des éléments qui précèdent pour les paramètres COV et NH3, le positionnement de l'exploitant repose sur l'analyse des émissions avec les règles opposables de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, qui n'impose pas (compte tenu des flux émis) de surveillance précise pour ces paramètres.

Cependant l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 prévoit pour ces paramètres les surveillances suivantes :

- Chrome : Toute cheminée avec un flux d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés particulaires et gazeux  $\geq 100$  g/h. Pour ce paramètre, le seuil de coupure n'étant pas atteint sur l'un ou l'autre des émissaires, il est cohérent de ne pas proposer de fréquence d'autosurveillance.
- Nickel et ses composés : quelque soit le flux, une mesure une fois tous les 6 mois est requise. *La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables. L'annexe 3 prévoit une date d'application au 19 novembre 2028 pour cette périodicité.*
- Cyanure d'hydrogène (HCN) : toute cheminée avec un flux de cyanure d'hydrogène  $< 200$  g/h (ce qui est le cas des deux émissaires), doit faire l'objet d'une mesure une fois par an.

*L'annexe 3 prévoit une date d'application au 19 novembre 2028 pour cette périodicité.*

- Substances CMR de catégories 1 ou 2 : *Parmi les composés caractérisés par l'exploitant seul l'Hydrazine (H350) est concerné par ce point. Pour ces substances, toute cheminée avec un flux de composés CMR de catégories 1 ou 2 < 2 kg/h (exprimé en somme des composés), doit faire l'objet d'une mesure une fois tous les 6 mois pour chacun des composés individuels. L'annexe 3 prévoit une date d'application au 19 novembre 2028 pour cette périodicité. Pour l'Hydrazine seul l'émissaire n°29 serait concerné par cette contrainte de mesure.*
- Poussières : toute cheminée avec un flux de poussières < 3 kg/h, doit faire l'objet d'une mesure une fois par an. *L'annexe 3 prévoit une date d'application immédiate pour cette périodicité. Les poussières n'ont pas été mesurées en tant que telle comme paramètre lors des campagnes de caractérisation, cependant des métaux particuliers ont été mesurés, ainsi il convient de considérer que les procédés liés aux émissaires n°28 et 29 sont émetteurs de poussières et doivent être encadré sur ce paramètre.*

Il ressort du contrôle des éléments transmis par l'exploitant, et de analyse des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024, que la surveillance des émissions aux points de rejets n°28 et 29 doit être renforcée, et rendue cohérente avec les dispositions des textes ministériels qui s'appliquent. Comme pour l'ammoniac, et les COVT, et à l'instar des installations du secteur de la chimie, des conditions d'allègement de surveillance en cas de stabilité des résultats doivent être introduites dans le projet d'acte qui sera proposé à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

#### N° 6 : Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 29/08/2025, article R.122.5-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

[...]

I. - Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

[...]

**Constats :**

La prescription contrôlée fixe les objectifs à atteindre concernant le contenu de l'étude d'impact, notamment eu égard aux incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine des émissions d'un site autorisé au titre de la législation des ICPE et soumis à une étude d'impact environnementale.

Les constats connexes réalisés par l'Inspection dans le cadre du présent contrôle montrent que le site ne dispose pas d'une évaluation quantitative des risques sanitaires actualisée, évaluant les impacts des émissions du site (notamment les émissions induites par les points de rejet n° 28 et 29, objets du présent contrôle).

Ainsi, il est nécessaire, en sus des renforcements de prescriptions mentionnés dans les points de

contrôle précédents en matière de VLE et de fréquence d'autosurveillance, de prescrire à l'exploitant la remise d'une EQRS globale du site, afin d'avoir à terme une vision actualisée des émissions et des impacts potentiels de ces installations et, le cas échéant, de réviser d'autres valeurs limites et surveillances environnementales actuellement imposées au site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires